

discours prononcé à Toronto devant la Canadian Importers and Traders Association, vendredi dernier, a formulé d'excellents conseils. Les voici :

Il n'est pas toujours facile d'avoir foi comme nous l'aimerions dans les bienfaits de l'entreprise privée.

Et plus loin :

Advenant un léger recul, qui en bénéficiera, est-ce le parti conservateur-progressiste? Non, c'est le parti de la C.C.F.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario) : D'où l'honorable député tire-t-il sa citation?

M. COLDWELL : L'honorable député en nie-t-il l'exactitude?

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario) : Non, je n'en nie pas un mot; mais le *Star* de Toronto choisit avec soin dans mes paroles ce qui fait son affaire et laisse le reste de côté.

M. COLDWELL : Ce n'est pas extraordinaire de la part des journaux, j'en sais quelque chose.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario) : Mais le *Star* ne le cède à aucun autre.

M. COLDWELL : Je passe sous silence quelques-unes des paroles de l'honorable député, mais ce n'en est pas moins, il en conviendra sans doute, l'idée qu'il a exprimée à cette réunion. Il a ajouté :

Il existe aujourd'hui des accords à l'égard des prix. Bien des gens essaient d'exiger le prix fort, mais si les hommes d'affaires avaient réellement foi en la liberté, ils s'en abstiendraient.

Voilà tout ce que je veux démontrer aujourd'hui. Il poursuit :

Le sort du régime de libre entreprise est dans la balance. Les socialistes disent que les prix montent.

Si tous ceux qui disent que les prix montent sont des socialistes, monsieur l'Orateur, après les prochaines élections, il n'y aura plus à la Chambre que des socialistes.

Une VOIX : Quel espoir!

M. COLDWELL : Je n'exprime pas là un espoir, j'annonce ce qui arrivera si l'hypothèse est fondée. L'honorable député de Muskoka-Ontario ajoute :

Les socialistes disent que les prix montent. Je dis que nous remédierons à cette hausse par la production. Autrement, ce sera regrettable.

C'est vrai. La production est le remède, mais il faut s'assurer que les consommateurs soient en mesure d'absorber cette production; si nous laissons la tendance actuelle s'accroître et les prix aller toujours en augmentant, comme cela s'est vu récemment, la

[M. Coldwell.]

production sera abondante, mais, la puissance d'achat périssant, la population ne pourra se procurer les denrées disponibles.

En date du 11 avril, le *Citizen* d'Ottawa publiait, sur la question du chocolat, un commentaire très bien tourné et que je tiens à citer :

Le prix des tablettes de chocolat sera porté à 8c. Certaines d'entre elles, toutefois, sont plus courtes que lorsqu'elles se vendaient 5c., ce qui exige plus de cartonage pour les faire paraître plus longues. Etant donné la majoration du coût du papier, le nouveau prix est peut-être à peu près juste.

A mon sens, ce commentaire du *Citizen* d'Ottawa est très bien tourné. Sur cette question, quelle est l'attitude des honorables députés qui siègent à ma droite? Je ne traiterai pas des régies, mais elles entrent tout de même en ligne de compte. Dans le *Globe and Mail* du 28 mars, et non pas le *Star* de Toronto, j'ai relevé l'extrait suivant concernant la récente réunion de ce parti :

On prétend qu'une résolution sur les régies de l'État, par exemple, a donné lieu à de graves divergences d'opinions. Les conservateurs de la vieille école réclamaient une résolution dans laquelle le parti exigerait officiellement la suppression immédiate de toutes les régies. L'élément progressiste favorisait une résolution appuyant les restrictions relatives aux loyers, au change étranger et aux denrées indispensables.

Ayant examiné très attentivement les résolutions adoptées par mes honorables amis, j'ai été fort étonné de voir qu'aucune d'entre elles ne se rapporte aux régies. J'en ai donc conclu qu'ils n'avaient pas dû s'entendre très bien sur cette question. Je signale au Gouvernement que nous ne pouvons cependant traiter à la légère l'augmentation des prix. La population s'attend que la Chambre des communes demande avec instance au Gouvernement de remédier à cet état de choses; sinon, il en résultera de très graves difficultés.

Par exemple, nous avons appuyé l'accord sur le blé, tant à la Chambre qu'à l'extérieur. Quand nous l'avons appuyé, nous étions d'avis que le niveau des prix resterait à peu près au même point, mais les frais de production ont augmenté; lorsque le ministre de l'Agriculture a parlé du fonds de 200 millions, il a laissé entendre qu'il servirait peut-être à compenser les augmentations au chapitre du prix de revient, bien qu'on ne puisse le faire. Cependant, il ne faut pas oublier que si le coût de la vie augmente, de même que le coût de la production, le ministre des Finances devra trouver le moyen, comme l'a dit l'honorable représentant de Vancouver-Centre, de produire